

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES SAINT-OUEN

20, quai de Seine
93 584 Saint-Ouen-sur-Seine CEDEX
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Références : /
Code AIOT : 0006506453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement PAPREC ENERGIES SAINT-OUEN implanté 20 QUAI de SEINE 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 02/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un incident survenu le 10 avril 2025 sur le silo de PSR (produits sodiques résiduels) n° 1. Les produits ont subi un auto-échauffement important nécessitant l'intervention des pompiers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ÉNERGIES SAINT-OUEN
- 20 QUAI de SEINE 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un incinérateur d'ordures ménagères du SYCTOM et exploité par PAPREC ÉNERGIE par délégation de service public. Le site a une capacité de traitement de 650 000 t de déchets par an. L'établissement a été autorisé en 1990 et ses activités sont réglementées par plusieurs arrêtés préfectoraux et arrêtés ministériels. L'incinération de déchets relève également de la directive européenne 2010/75/EU, dite directive IED.

L'énergie mise en œuvre lors de l'incinération des déchets permet de produire de la vapeur et de l'électricité qui sont revendues à l'extérieur selon les besoins locaux.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois, 4 mois
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 40-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait suite à un incident survenu sur un silo de PSR (produits sodiques résiduels) qui a nécessité l'intervention des pompiers. L'exploitant n'a pas informé l'Inspection de cet incident. Le phénomène survenu a nécessité la mise en place de protocoles particuliers et l'intervention d'une société spécialisée pour vider le silo. Ce phénomène n'avait pas été étudié ou identifié dans le cadre de l'étude de dangers. Il est demandé à l'exploitant d'analyser et d'étudier les circonstances de cet événement ainsi que ce type de phénomène afin d'améliorer la sécurité de ses installations et d'éviter son renouvellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 11/04/2025 en fin de matinée, l'Inspection est informée par le ministère d'un évènement survenu au niveau d'un silo sur l'incinérateur de Saint-Ouen. L'information provient de la plateforme de la sécurité civile qui mentionne que les pompiers sont intervenus sur le site. L'Inspection n'a pas été informée par l'exploitant de cet incident et de l'intervention des pompiers.

L'inspection a pris contact avec l'exploitant afin qu'il donne des détails sur l'incident. L'incident concerne la montée en température d'un silo stockant des PSR (produits sodiques résiduels).

L'exploitant a rencontré des difficultés pour vider le silo, les PSR étant pris en masse au sein du silo avec des échauffements importants localisés. Cela a nécessité l'intervention des pompiers pour refroidir et juguler le phénomène. Puis l'exploitant a fait appel des sociétés spécialisées afin de vider le silo.

Pendant la phase d'incident, il lui a été demandé de mettre en œuvre toutes les mesures de prévention et de protection afin d'éviter un accident.

Il lui a également été demandé de transmettre un rapport d'incident. Le jour de l'inspection, le silo avait été vidé et l'exploitant avait procédé à des vérifications au niveau du silo afin de redémarrer la tranche n° 1 de l'incinérateur.

À date, PAPREC n'a transmis aucun rapport détaillé sur les causes de l'incident et les mesures à mettre en œuvre pour éviter un incident similaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que les incidents ou accidents survenant au sein de son établissement doivent faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais conformément à l'art. R.512-69 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit transmettre sous 1 mois un rapport d'incident décrivant :

- la chronologie et les circonstances de l'évènement ;
- les mesures immédiates mises en œuvre pour limiter les conséquences de l'incident ainsi que les mesures correctives ou conservatoires mises en place suite à l'évènement ;
- les conséquences sur l'environnement et les personnes de cet évènement ;
- les conséquences sur l'intégrité du silo et sur l'exploitation de l'incinérateur ;
- l'analyse des causes (notamment les causes profondes) de cet évènement ainsi que les mesures correctives et/ou préventives à mettre en place sur l'ensemble des tranches pour éviter que cet incident ne se reproduise ;
- un plan d'actions avec échéancier pour la mise en œuvre de ces mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques - Étude de dangers
Prescription contrôlée : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. (...) Point 22-1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°05-0797 du 3 mars 2005 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives ou quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant être émises en fonctionnement normal ou accidentel, sont susceptibles d'induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur site.
Constats : Les silos PSR ont été mis en place récemment (2019) sur le site suite à la modification du système de traitement des fumées. Cette modification avait été portée à la connaissance de l'administration en 2017 et une mise à jour de l'étude de dangers du site avait été réalisée. Le phénomène d'échauffement des PSR au sein des silos n'avait pas été étudié, ni les potentiels de dangers relatifs aux silos de PSR. Pour rappel, lors de l'inspection du 17/06/2024, le risque d'échauffement a été évoqué et il avait été demandé à l'exploitant de préciser les actions à mettre en œuvre en cas de dérive de température. Lors de la visite sur site et au niveau de la salle de contrôle, les paramètres mesurés au niveau des autres silos ont été vérifiés (température, tonnage, pression, traçage électrique). Il a été relevé que les silos n° 2 et n° 3 disposaient de leur traçage électrique disponible mais ceux-ci étaient à l'arrêt. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré que le silo n° 1 pouvait reprendre son fonctionnement sans calorifugeage ni traçage électrique. De plus, au regard de l'échauffement subi par le silo n° 1, le fonctionnement du traçage n'était pas garanti à la date de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des contraintes subies par le silo n° 1, l'exploitant confirmera que les dispositions sont prises pour permettre l'exploitation du silo n° 1 dans la durée et dans des conditions permettant son exploitation en sécurité (intégrité physique, fonctionnement du traçage électrique, remise en état du calorifugeage, etc ...). L'exploitant justifiera de l'exploitation, en toute sécurité, des silos de PSR sans traçage électrique. Ces justificatifs seront transmis à l'Inspection dans le délai d'un mois. À la lumière de cet incident, en particulier du risque d'emballement thermique des PSR, de prise en masse dans le silo, il est demandé à l'exploitant, sous 4 mois, une actualisation de la partie de l'étude de dangers relative aux silos de PSR.

<p>L'étude visera à décrire précisément les phénomènes susceptibles de se produire au sein des silos, leurs causes, les conséquences en termes de dangers, d'impacts environnementaux, de risques pour l'intégrité des équipements.</p> <p>L'exploitant en déduira les mesures techniques et/ou organisationnelles à mettre en place, notamment concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'instrumentation et la surveillance des silos ; - les mesures de maîtrise des risques associées ; - les moyens de protection supplémentaires ; - la mise à jour des consignes aux opérateurs ; - la mise à jour du plan d'opération interne ; - la définition de plans d'inspection des silos permettant de préserver leur intégrité dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois et 4 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 40-3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>40-3/ Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollutions (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. (...)</p> <p>40-4/ Ils doivent être éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet conformément au titre 1er du livre V du Code de l'Environnement. Leur évacuation doit s'effectuer conformément aux dispositions du titre IV du livre V du Code de l'Environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets issus du silo, objet de l'incident, ont été entreposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les gros fragments pris en masse et solides, dans des bennes à proximité, - pour la fraction pulvérulente, dans le bâtiment de stockage des mâchefers sur une zone dédiée. <p>L'exploitant a déclaré que ces déchets n'étaient pas mélangés avec les mâchefers.</p> <p>Il a été constaté, du fait d'un mauvais tri, de la présence de détritiques plastiques ainsi que des tuyaux plastiques dans les bennes d'entreposage des PSR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à entreposer ses déchets conformément aux règles de tri définies dans le code de l'environnement et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollutions (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, les bordereaux d'élimination des déchets issus du silo n° 1 pendant l'incident.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois